

Communiqué de presse 23 octobre 2025

Retour sur l'expulsion de Zone Neutre le vendredi 17 octobre : une violence sans précédent, les personnes présentes mises en danger par les forces de l'ordre

Après quelques jours et l'occasion de prendre un peu du recul, nous souhaitons en tant que collectif Zone Neutre, Front anti-expulsion et autres personnes en soutien, faire le bilan des dégâts causés par l'opération policière du vendredi 17 octobre au square de l'Aviation afin d'expulser les 70 personnes y habitant.

Il nous est difficile de savoir exactement combien de personnes ont été blessées, mais nous avons les témoignages d'au moins 12 personnes qui sont passées par les urgences et souffrent de lésions sévères : un bras, un pied, un pouce, deux genoux cassés, des commotions cérébrales... Plusieurs dizaines d'autres ont encore des bleus, ont senti leur peau et leurs yeux brûler plusieurs heures après. Le nombre de personnes, parmi les 400 présentes vendredi, encore traumatisées par les visions du sang et des matraques est lui encore plus élevé. Ce sont des centaines de personnes pour qui croiser la police déclenchera désormais un instinct de peur - et de rage face à l'injustice. Et cela ne se limite pas aux personnes présentes : de nombreuses autres nous ont dit avoir pleuré en regardant les vidéos, choquées par une telle violence. Il ne s'agit pas d'exagérations de "militant.es anti-système". Les dizaines de vidéos et de témoignages que nous avons reçus sont là pour démontrer ces faits.

Au-delà de la violence physique, l'expulsion de vendredi était aussi la mise en lumière des violences psychologiques et symboliques considérables auxquelles sont soumises quotidiennement les personnes sans papiers. Une anecdote qui en dit long : la scène d'un policier qui détruit une guitare de son pied en regardant un soutien qui tentait de négocier l'évacuation des affaires. Quelques minutes après, un camion poubelle avalait un par un les effets personnels des habitant.es sous leurs yeux - lits d'enfants, matelas, sacs... - alors même que le bourgmestre, que nous venions d'avoir au téléphone, avait affirmé qu'il chercherait des véhicules de la commune pour mettre les affaires en sécurité. Sans l'insistance des personnes présentes qui ont pu sauver quelques meubles, tout aurait été détruit, inutilement, brutalement. Pour le collectif Zone Neutre, il s'agit de la sixième expulsion en 18 mois. Sept fois être confronté.e à la violence d'être délogé de chez soi, perdre ses affaires, vivre dans l'angoisse de ne pas savoir où on dormira ce soir-là, et les nuits suivantes. Pour les enfants : sept fois rater l'école pour des raisons impossibles à expliquer, sept fois tenter de comprendre l'incompréhensible, sept fois perdre leurs jouets, leurs repères. Et comme si cela ne suffisait pas, ces mêmes personnes sont maintenant rongées par la culpabilité d'avoir "causé" tou.tes ces blessé.es. Ultime prouesse de l'opresseur que de faire porter la faute à l'oppressé.

La police et le bourgmestre ont déclaré dans la presse que l'usage de la force avait été proportionné. Est-ce qu'envoyer 120 policiers armés de matraques, de gaz lacrymogène, et d'autopompes est une réponse proportionnée pour expulser des personnes sans papiers, déjà vulnérabilisées et discriminées dans tous les aspects de leur vie, d'un bâtiment *vide* ? Est-ce qu'expulser tout court, processus intrinsèquement violent, est proportionné alors qu'une solution est sur le point d'aboutir, que le collectif avait déclaré être prêt à partir dès que l'autre bâtiment serait prêt, trêve hivernale ou non ? Est-ce que viser les yeux avec du gaz, tabasser des gens déjà au sol, continuer à frapper dans la masse alors que les manifestant.es sont déjà dispersé.es, est une réponse proportionnée à une résistance pacifique ? Est-ce que dépenser des sommes colossales pour "rendre" un bâtiment à son propriétaire qui n'en a pas l'usage immédiat est une réponse proportionnée ? Car nul doute qu'une

telle opération coûte très cher : 80 policiers anti-émeute et 40 autres, deux autopompes, des dizaines de bonbonnes de gaz lacrymogènes, une meute de chiens dressés, une quinzaine de véhicules, un hélicoptère, un camion poubelle et le personnel pour conduire tous ces engins, sans compter la mobilisation de cinq ambulances pour les blessé.es, les soins procurés à l'hôpital, etc. En pleine "crise" budgétaire, cela se passe de commentaire.

Vendredi dernier, **la commune d'Anderlecht et les forces de l'ordre ont véritablement mis en danger les personnes expulsées et toutes celles venues en soutien.** Personne ne s'était préparé à une telle violence, et jamais une telle violence n'avait été déployée en de telles circonstances. Personne n'en ressort indemne, que les blessures soient physiques et/ou psychologiques. Aujourd'hui les 70 enfants, femmes et hommes qui logeaient au square de l'Aviation risquent la rue pour rien : elles sont accueillies pour quelques jours chez des personnes solidaires mais cette solution précaire ne leur garantit pas un abri pendant les quelques semaines qui seront nécessaires pour concrétiser la convention d'occupation actuellement en négociation. Par ailleurs la grande précarité de cette situation ne leur permet pas de se soigner de la violence qui les a visé.es ce 17 octobre.

De très nombreux.ses voisin.es, jeunes et autres personnes présentes vendredi ont partagé le choc de voir l'État anéantir brutalement une résistance pacifique à une injustice pourtant criante. Avec ces personnes, nous nous alarmons d'une violence étatique de plus en plus présente, d'une répression qui ne laisse plus aucune place à la contestation, de l'écrasement pur et simple des plus vulnérables. Beaucoup des témoignages parlent de désespoir face à cette fascisation de la société. Car oui : l'usage brutal, indiscriminé et disproportionné de la violence est une méthode digne d'un Etat fasciste. **Ces "dérapages" violents sont de plus en plus nombreux, et ils ne sont ni le fruit du hasard, ni à prendre à la légère. Ils sont le signe d'un racisme d'Etat de plus en plus décomplexé, d'un mépris de plus en plus assumé pour la démocratie et la liberté d'opinion, et d'une affinité de plus en plus grande entre les décideur.euses politiques et les idées d'extrême droite.**

Nous condamnons avec force l'opération de vendredi, et pointons du doigt les responsables : le bourgmestre d'Anderlecht Fabrice Cumps, qui a chapeauté l'opération ; le chef de corps de la zone de police Bruxelles-midi Jurgen De Lansheer, qui a - une fois de plus - donné l'ordre d'user de la violence ; les policier.es, qui ne portaient pas de matricules, qui en ont fait usage ; l'avocat du propriétaire, Johan Voncker, le propriétaire Morad El Aisaoui, et leurs huissiers, Dirk Deflou et Ann Vercauteren, qui ont fait preuve d'une absence totale de volonté pour trouver une solution négociée et dont la position particulièrement agressive a fait monter la tension avec les autorités ; la justice de paix de 1^{er} canton d'Anderlecht, qui a accepté que la procédure se déroule unilatéralement alors que les conditions requises par la loi pour agir sans que les occupant.es ne soient parties prenantes à la procédure n'étaient pas réunies ; le service de prévention de la commune qui n'a aucunement aidé au déménagement des affaires ou au relogement, et les ouvriers qui n'ont pas une seule seconde questionné l'ordre de jeter les affaires personnelles des habitants présents. Nous continuerons à agir pour que ces personnes et institutions soient tenues responsables pour leurs actes.

Een terugblik op de uitzetting van Zone Neutre op vrijdag 17 oktober: Geweld zonder weerga, aanwezige personen in gevaar gebracht door de ordediensten

Na enkele dagen, en de gelegenheid om wat afstand te nemen, willen wij – als collectief Zone Neutre, Front Anti-Expulsion en andere betrokken ondersteuners – terugkijken naar de schade die veroorzaakt werd door de politieoperatie van vrijdag 17 oktober op het Luchtvaartplein, waarbij de 70 bewoners uit hun huis werden gezet.

Het is moeilijk om precies getal te plakken op de hoeveelheid gewonde mensen, maar we hebben getuigenissen van minstens 12 personen die op de spoedafdeling terechtkwamen en zware verwondingen opliepen: een gebroken arm, een voet, een duim, twee knieën, hersenschuddingen... Tientallen anderen hebben nog steeds blauwe plekken, en velen voelden hun huid en ogen urenlang branden. Het aantal mensen – onder de 400 aanwezigen – die nog steeds getraumatiseerd zijn door de aanblik van bloed en wapenstokken, is nog groter. Voor honderden mensen zal het zien van de politie voortaan een reflex van angst – en woede tegenover onrecht – oproepen. En dat geldt niet enkel voor de aanwezigen: velen vertelden ons dat ze gehuild hebben bij het bekijken van de video's, geschokt door zulk geweld. Dit zijn geen overdrijvingen van "anti-systeemactivisten". De tientallen video's en getuigenissen die wij hebben ontvangen, bewijzen de feiten.

Naast het fysieke geweld bracht de ontruiming van vrijdag ook de enorme psychologische en symbolische daden van geweld aan het licht waaraan mensen zonder papieren dagelijks worden blootgesteld. Een veelzeggende anekdote: een politieagent die een gitaar met zijn voet vernielt terwijl een ondersteuner probeerde te onderhandelen over het veiligstellen van de spullen. Enkele minuten later slikte een vuilniswagen één voor één de persoonlijke bezittingen van de bewoners in – kinderbedden, matrassen, tassen... – terwijl de burgemeester, die we net aan de telefoon hadden gehad, had verklaard voertuigen van de gemeente te zullen zoeken om de spullen in veiligheid te brengen. Zonder de volharding van de aanwezigen, die erin slaagden enkele meubels te redden, was alles nutteloos en brutaal vernietigd.

Voor het collectief Zone Neutre was dit de zesde ontruiming in 18 maanden. Zes keer geconfronteerd worden met het geweld om uit je huis gezet te worden, je spullen verliezen, leven in angst over waar je die nacht zult slapen, en de nachten daarna. Voor de kinderen: zes keer school missen om redenen die niet uit te leggen zijn, zes keer proberen het onbegrijpelijke te begrijpen, zes keer hun speelgoed en houvast verliezen. En alsof dat nog niet genoeg was, voelen deze mensen zich nu ook nog schuldig omdat ze zogezegd al deze gewonden "veroorzaakten". De ultieme prestatie van de onderdrukker: de schuld bij de onderdrukte leggen.

De politie en de burgemeester verklaarden in de pers dat het gebruik van geweld proportioneel was. Is het sturen van minstens 120 agenten, bewapend met wapenstokken, traangas en waterkanonnen, een proportionele reactie om mensen zonder papieren – reeds kwetsbaar en gediscrimineerd in elk aspect van hun leven –

uit een leegstaand gebouw te zetten? Is ontruimen op zichzelf proportioneel, terwijl een oplossing bijna rond was en het collectief had aangegeven te willen vertrekken zodra het andere gebouw klaar zou zijn, winterstop of niet? Is het richten van traangas in de ogen, het slaan van mensen die al op de grond liggen, het blijven slaan in de menigte terwijl de demonstranten al uiteen zijn, een proportionele reactie op vreedzaam verzet?

En wat met de enorme kosten van zo'n operatie om een gebouw "terug te geven" aan een eigenaar die het niet onmiddellijk nodig heeft? Want ongetwijfeld was dit duur: 80 oproeragenten en 40 andere politieagenten, twee waterkanonnen, tientallen traangasgranaten, een roedel honden, een vijftiental voertuigen, een helikopter, een vuilniswagen en het personeel om al deze voertuigen te besturen, plus de inzet van vijf ambulances voor de gewonden en de medische kosten in het ziekenhuis. In volle "begrotingscrisis" spreekt, laat dat ruimte voor vragen...

Afgelopen vrijdag hebben de gemeente Anderlecht en de ordediensten de uitgezette bewoners en hun ondersteuners in gevaar gebracht. Niemand was voorbereid op zulk geweld, en nooit eerder werd zulk geweld in deze omstandigheden ingezet. Niemand komt hier ongeschonden uit, of de wonden nu fysiek of psychologisch zijn. Vandaag riskeren de 70 kinderen, vrouwen en mannen die op het Luchtvaartplein verbleven, opnieuw op straat te belanden voor niets: ze worden enkele dagen opgevangen door solidaire burgers, maar deze preciaire oplossing garandeert geen dak boven het hoofd in de weken die nog nodig zijn om de lopende bezettingsovereenkomst af te ronden. In deze preciaire situatie kunnen ze bovendien niet herstellen van het geweld dat hen op 17 oktober trof.

Talrijke buurtbewoners, jongeren en andere aanwezigen op vrijdag deelden de schok om te zien hoe de staat een vreedzaam verzet tegen een overduidelijk onrecht zo brutaal vernietigde. Samen met hen maken we ons zorgen over een steeds gewelddadiger staat, een repressie die geen ruimte meer laat voor verzet, en het platwalsen van de meest kwetsbaren. Veel getuigenissen spreken van wanhoop tegenover de toenemende fascisering van de samenleving. Want ja: het brutale, willekeurige en disproportionele gebruik van geweld is een methode die een fascistische staat waardig is. Deze gewelddadige "uitglijders" worden steeds talrijker, en ze zijn noch toevallig, noch onschuldig. Ze zijn het teken van een steeds schaamtelozer staatsracisme, van een groeiend minachting voor democratie en vrije meningsuiting, en van een toenemende verwantschap tussen politieke besluitvormers en extreemrechtse ideeën.

Wij veroordelen met klem de operatie van vrijdag en wijzen de verantwoordelijken aan: de burgemeester van Anderlecht, **Fabrice Cumps**, die de operatie aanstuurde; de korpschef van de politiezone Brussel-Zuid, **Jurgen De Lansheer**, die - opnieuw - het bevel gaf om geweld te gebruiken; de politieagenten zonder herkenningnummers die het geweld uitvoerden; de advocaat van de eigenaar, **Johan Voncker**; de eigenaar, **Morad El Aisaoui**; en hun gerechtsdeurwaarders, **Dirk Deflou** en **Ann Vercauteren**, die geen enkele wil toonden om tot een onderhandelde oplossing te komen en door hun agressieve houding de spanningen met de autoriteiten deden oplopen; **de vrederechter van het 1e kanton van Anderlecht**, die toestond dat de procedure eenzijdig werd gevoerd terwijl de wettelijke voorwaarden daarvoor niet vervuld waren; de preventiedienst van de gemeente, die geen enkele hulp bood bij de

verhuis of herhuisvesting; en de arbeiders die geen moment het bevel in twijfel trokken om de persoonlijke bezittingen van de bewoners weg te gooien.

Wij zullen blijven doorgaan om ervoor te zorgen dat deze personen en instellingen verantwoordelijk worden gehouden voor hun daden.